



Commune de Saint
Marcellin lès Vaison

38 rue de la Magdelaine
84110 Saint-Marcellin-lès-Vaison

PLAN LOCAL D'URBANISME

TOME 1c – Rapport de présentation

Evaluation Environnementale

Révision générale du Plan d'Occupation
des Sols valant élaboration du Plan Local
d'Urbanisme :

Prescription en date du 29 juin 2015

Arrêt en date du : 20 février 2025

Approbation en date du :

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
PREAMBULE	3
<i>Cadre réglementaire</i>	<i>3</i>
RESUME NON TECHNIQUE	5
<i>Contexte.....</i>	<i>5</i>
<i>Méthode</i>	<i>5</i>
<i>Résumé des objectifs du document et des choix retenus.....</i>	<i>5</i>
<i>Les effets du projet et mesures mises en place limiter les incidences du PLU sur l'environnement.....</i>	<i>6</i>
<i>Analyse des incidences Natura 2000.....</i>	<i>7</i>
METHODOLOGIE EMPLOYEE	8
PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS DU DOCUMENT, DE SON CONTENU	9
<i>Présentation résumée des objectifs du document</i>	<i>9</i>
<i>Contenu du PLU.....</i>	<i>9</i>
<i>Articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes.....</i>	<i>10</i>
<i>Compatibilité du PLU avec le SCoT Vaison-Ventoux</i>	<i>11</i>
<i>Compatibilité du PLU avec le SDAGE Rhône-Méditerranée</i>	<i>12</i>
<i>Prise en compte du SRCAE par le PLU.....</i>	<i>14</i>
<i>Prise en compte du SRCE par le PLU</i>	<i>14</i>
MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJET A ETE RETENU.....	15
<i>L'explication des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables.....</i>	<i>15</i>
<i>Justification des orientations générales du PADD</i>	<i>18</i>

ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PERSPECTIVES DE SON EVOLUTION	19
<i>Les zones agricoles</i>	<i>20</i>
<i>Les zones naturelles</i>	<i>21</i>
<i>Les zones urbaines.....</i>	<i>22</i>
<i>La zone AU1</i>	<i>23</i>
CONSEQUENCES DE L'ADOPTION DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT.....	25
<i>Analyse globale.....</i>	<i>25</i>
<i>Analyse par thématique</i>	<i>26</i>
<i>Analyse de l'OAP Centre-Bourg.....</i>	<i>28</i>
<i>Evaluation des incidences Natura 2000.....</i>	<i>30</i>
CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES RETENUS POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN	32

PREAMBULE

Le rapport d'évaluation environnementale du PLU procède à une évaluation menée pendant son élaboration jusqu'à son approbation et initie le cadre de son suivi et de son évaluation ultérieurs. Cette étude permet d'identifier les incidences du projet global de PLU sur l'environnement et prévoit les mesures nécessaires pour éviter, réduire voire compenser les effets négatifs.

Ce rapport constitue un outil d'aide à la décision, dans la mesure où, évaluant les impacts prévisibles du projet, il permet de les anticiper et d'y remédier a priori plutôt qu'a posteriori.

CADRE REGLEMENTAIRE

La commune de Saint Marcellin les Vaison est couverte par le site Natura 2000 « l'Ouvèze et le Toulourenc ». Conformément à l'article L122-4 du Code de l'Environnement, le Plan Local d'Urbanisme entre dans le cadre d'une procédure d'évaluation environnementale systématique.

Les articles L104-4 et L104-5 du code de l'urbanisme fixent le contenu de cette évaluation :

Article L104-4 du code de l'urbanisme :

« Le rapport de présentation des documents d'urbanisme mentionnés aux articles L.104-1 et L. 104-2 :

- 1° Décrit et évalue les incidences notables que peut avoir le document sur l'environnement ;
- 2° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser ces incidences négatives ;
- 3° Expose les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection

de l'environnement, parmi les partis d'aménagement envisagés, le projet a été retenu. »

Article L104-5 du code de l'urbanisme :

Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.

Les articles R 104-18 à, R104-19 du code de l'urbanisme précisent le contenu de cette évaluation.

Article R104-18 du code de l'urbanisme

Les documents d'urbanisme mentionnés à la section 1 qui ne comportent pas de rapport en application d'autres dispositions sont accompagnés d'un rapport environnemental comprenant :

- 1° Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;
- 2° Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;
- 3° Une analyse exposant :
 - a) Les incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;
 - b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;
 - 4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs

de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;

5° La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;

6° La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Article R104-19 du code de l'urbanisme :

Le rapport est proportionné à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Il peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents.

L'autorité environnementale définie à l'article R. 104-21 est consultée, en tant que de besoin, sur le degré de précision des informations que doit contenir le rapport de présentation.

Lorsque l'autorité environnementale est la mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable :

- la demande est adressée au service régional de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale) qui prépare et met en forme toutes les informations nécessaires pour que la mission régionale puisse rendre son avis ;
- l'avis est transmis pour information au préfet de région lorsque le périmètre du document d'urbanisme est régional ou aux préfets des départements concernés dans les autres cas.

RESUME NON TECHNIQUE

CONTEXTE

La commune de Saint Marcellin les Vaison est couverte par le site Natura 2000 « l'Ouvèze et le Toulourenc ». Conformément à l'article L122-4 du Code de l'Environnement, le Plan Local d'Urbanisme entre dans le cadre d'une procédure d'évaluation environnementale systématique.

METHODE

L'évaluation environnementale a été réalisée à différentes échelles : à l'échelle communale, à l'échelle des futures zones urbanisées et à l'échelle du site Natura 2000 situé sur la commune. Quatre campagnes de terrain ont été organisées par différents chargés d'études spécialisés en environnement et paysage des bureaux Latitude et Vivace en septembre et octobre 2016 et en février et mars 2017.

RESUME DES OBJECTIFS DU DOCUMENT ET DES CHOIX RETENUS

Les enjeux du PLU ont été identifiés suite au diagnostic. Ils sont les suivants :

- Maintenir l'école ouverte en urbanisant essentiellement à proximité immédiate du bourg. Pour cela, l'urbanisation des hameaux et des quartiers périphériques doivent être fortement limitée ;
- Développer le tourisme communal par le maintien et le développement de l'activité de l'hôtel de la Pinède (qui a réouvert récemment) et du château de Taulignan ;
- Préserver les espaces agricoles, représentant le support économique indispensable au bon fonctionnement des exploitations et limiter les conflits d'usage avec les activités en place ;

- Préserver les éléments paysagers et écologiques : les grands bois des versants, les ripisylves des cours d'eau et les coupures vertes.
- Inscrire le PLU dans une compatibilité avec le SCoT Vaison-Ventoux et les autres documents cadres.

La présence d'un SCoT ne nécessite pas de justifier de la compatibilité ou de la prise en compte du PLU avec d'autres documents de rang supérieur. Le PLU est compatible avec les dispositions du SCoT qui prévoit notamment :

- La protection des espaces naturels de l'Ouvèze et de ses affluents, ainsi que la colline de Théos (aucune extension urbaine),
- La préservation du paysage des coteaux visibles : les caractères agricoles, naturels et paysagers de ces paysages doivent être préservés,
- La préservation des espaces agricoles notamment dans les secteurs de plaine, en limitant l'extension du mitage, et en préservant les territoires AOC des nouvelles constructions,
- Le maintien d'une coupure verte entre le hameau de Granges de Fert et le centre village,
- Saint Marcellin les Vaison est repérée comme « village ». A ce titre, la densité moyenne de construction est de 20 logts/ha pour les extensions du centre village.

ANALYSE DE L'ETAT INITIAL ET DE SON EVOLUTION EN L'ABSENCE DE DOCUMENT D'URBANISME

Les zones agricoles

La surface agricole utilisée communale est de 116 ha soit 32 % de la superficie communale. Elle est occupée à 89 % par la culture de la vigne présentant une forte valeur économique du fait des diverses appellations qui couvrent la commune. Ces parcelles sont amenées à être pérennisées dans le cadre du règlement national d'urbanisme (RNU), auquel la commune est actuellement soumise. Néanmoins, les parcelles disséminées au sein de l'espace urbanisé ou en continuité immédiate peuvent être urbanisées dans le cadre du RNU. Le zonage agricole du PLU

représente 120,5 ha (soit environ 30% de la surface communale) et prévoit une protection de ces espaces.

Les zones naturelles

Le territoire présente une richesse écologique liée aux cours d'eau et milieux naturels qui leurs sont associés (le Lauzon et l'Ouvèze notamment) ainsi qu'à la présence d'un boisement au Nord et à l'Est de la commune identifié comme zone d'intérêt biologique par le conservatoire d'espace naturel. Les parcelles à enjeux écologiques sont majoritairement situées hors de la zone urbanisée et sont donc pérennisées dans le cadre du RNU. Néanmoins, il existe un risque de fermeture d'urbanisation entre le hameau « Les Granges de Fert » et le bourg, ce qui contraindrait fortement le déplacement de la faune entre le Nord et le Sud de la commune. Dans le PLU, ces espaces sont protégés par un zonage Ap (Agricole Protégé), et n'autorise aucune constructibilité, même pour les agriculteurs. Le hameau de Grange de Fert, bien que classé en zone U, ne présente aucune extension de son urbanisation.

Les zones urbaines : il s'agit des secteurs déjà urbanisés

Deux zones ont été identifiées dans le PLU : le centre-bourg et hameau de Grange de Fert. Dans le centre-bourg, 2 secteurs principaux sont amenés à se développer un de ces secteurs est occupé par de la vigne et une autre constitue une dent creuse en friche. L'enjeu écologique de ces sites est donc très faible. L'enjeu agricole est lié à la présence de zones cultivées en vigne sous appellation d'origine protégée. A noter néanmoins que ces parcelles sont en partie situées au sein du périmètre de 20 mètres d'un lieu accueillant des personnes vulnérables (école), dans lequel d'utilisation de produits phytosanitaires est interdite, ce qui contraint fortement l'exploitation de ces parcelles. Tous les secteurs sont desservis (ou seront desservis) par l'assainissement collectif de type séparatif et sont desservis par les réseaux d'eau potable, ce qui permet de limiter la pression sur la ressource en eau. Les enjeux paysagers sont principalement liés à la proximité immédiate du centre-bourg présentant un cadre bâti ancien traditionnel, à la présence de points de vue remarquables identifiés dans le diagnostic du PLU et au traitement des franges urbaines (interface milieu agricole/zone urbanisée) pour le secteur en extension.

LES EFFETS DU PROJET ET MESURES MISES EN PLACE POUR LIMITER LES INCIDENCES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Le PLU aura globalement un effet positif sur l'environnement puisque :

- Il protège les espaces à fort enjeux écologiques identifiés dans le diagnostic par un zonage naturel inconstructible ainsi que les boisements, les corridors écologiques, les zones humides, les haies et alignements d'arbres par des prescriptions spécifiques sur ces éléments identifiés dans le zonage du PLU ;
- Il engendre une pression supplémentaire sur la ressource en eau limitée compte tenu du fait que la station d'épuration est suffisamment dimensionnée pour accueillir la population générée à échéance du PLU et que la ressource en eau potable est suffisante ;
- Des dispositions de gestion des eaux pluviales ont été prises dans les secteurs de développement permettant d'éviter les phénomènes de ruissellement et les surcharges hydrauliques qui pourraient être générées en entrée de station d'épuration ;
- Des dispositions de maîtrise des consommations énergétiques ont été prises sur les secteurs de développement ;
- Les enjeux paysagers de la commune ont été intégrés : préservation des continuums végétaux, préservation de la coupure verte entre le hameau de Grange de Fert et le centre-bourg, aménagement d'espaces verts collectifs, évitement des vis-à-vis, maîtrise des implantations et des hauteurs, préservation des cônes de vue...
- Les espaces agricoles sont protégés (voir ci-dessus) ;
- Les prescriptions du PPRI ont été respectées.

ANALYSE DES INCIDENCES NATURA 2000

La commune est concernée par le site Natura 2000 - Zone Spéciale de Conservation « l'Ouvèze et le Toulourenc ». Le périmètre de la zone Natura 2000 est protégé par un zonage N interdisant toute nouvelle construction dans ce secteur (hors gestion des habitations existantes), la présence d'un PPRI (zone rouge) totalement inconstructible et la présence d'un zonage « zone humide » dans le PLU permettant de préserver la fonctionnalité écologique de ces milieux. D'autre part, des investigations de terrain ont été réalisées dans le cadre de la présente évaluation environnementale révélant qu'aucun habitat inscrit d'intérêt communautaire n'est présent sur les secteurs de développement. Ces secteurs sont en effet des espaces cultivés en vigne et une friche présentant des enjeux écologiques limités.

METHODOLOGIE EMPLOYEE

L'évaluation environnementale du PLU a été réalisée à différentes échelles : à l'échelle communale, à l'échelle des futures zones urbanisées et à l'échelle du site Natura 2000 situé sur la commune.

La réalisation de l'état initial de l'environnement et de l'évaluation environnementale a débuté par une phase de recensement des études, des cartographies, du SIG disponibles... Des ateliers et entretiens spécifiques ont été organisés avec les acteurs du territoire en matière d'environnement et d'agriculture : agriculteurs de la commune, associations les grandes terres et Voconces Environnement, CAUE et INAO.

Plusieurs campagnes de terrain ont été organisées par différents chargés d'études spécialisés des bureaux Latitude et Vivace en septembre et octobre 2016 et en février et mars 2017.

Au total 4 campagnes de terrain ont été réalisées par des ingénieurs naturalistes et des urbanistes du bureau Latitude en 2016 et 2017 et un passage a été réalisé par un paysagiste du bureau d'études Vivace en 2016.

Écologie : les visites de terrain ont consisté à la prospection la plus exhaustive possible des milieux existants sur le territoire communal. Des inventaires (espèces animales et végétales) ont été conduits sans cibler une espèce particulière (réalisation de point d'écoute par exemple). L'ensemble de ces inventaires a permis de réaliser un état des lieux du territoire en complément des données transmises par les différents acteurs.

Paysages et le patrimoine : de la même façon, des visites de terrain ont été réalisées afin d'appréhender les atouts et les faiblesses du territoire.

L'agriculture : le diagnostic agricole s'est déroulé en plusieurs étapes :

- Une étude bibliographique : une récolte de données liées à l'activité agricole a été effectuée auprès notamment des services de l'état (DDT), du Recensement agricole (données Agreste) et de l'INAO (institut national de l'origine et de la qualité). A noter que malgré les différentes demandes qui ont été formulées auprès de l'INAO, aucune carte des zones couvertes par

des appellations d'origine protégée n'a été transmise.

- Envoi d'un questionnaire aux agriculteurs identifiés sur le territoire : en septembre 2016 des questionnaires ont été envoyés aux agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur le territoire. Les objectifs de ces questionnaires étaient d'identifier le type d'exploitation, les surfaces exploitées, les productions, la situation par rapport à l'urbanisation, la main d'œuvre, les activités de diversification, les surfaces irriguées ou drainées et le devenir des exploitations.
- Rencontres sur le territoire : les agriculteurs ont été invités à une réunion de travail programmée en mairie en octobre 2016 afin de territorialiser les enjeux agricoles de la commune.

Les risques et nuisances : ces thématiques étant bien connues sur le territoire, les données bibliographiques ont été utilisées sans campagne de terrain.

Les enjeux issus du diagnostic ont ensuite été confrontés aux orientations du PADD et aux OAP afin d'identifier les points sur lesquels le projet de PLU pourrait avoir des incidences notables et d'intégrer en amont du projet les mesures qui devraient être prises afin de limiter l'impact du projet sur le plan environnemental. Un travail spécifique a en effet été mené sur les zones d'urbanisation futures. Dans un premier temps, chaque zone a fait l'objet d'un diagnostic environnemental et paysager permettant ainsi d'identifier les incidences prévisibles de l'aménagement de ces sites. Ces analyses ont permis d'apprécier les contraintes des parcelles. Pour chaque OAP, des mesures proposées par un paysagiste et un environnementaliste ont été intégrées afin de pallier, supprimer ou compenser les incidences de l'urbanisation sur ces secteurs. La démarche de l'évaluation environnementale sur la base du projet de zonage et du règlement a permis d'infléchir certaines règles pour mieux répondre aux enjeux environnementaux et paysagers du territoire.

PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS DU DOCUMENT, DE SON CONTENU

Ce chapitre propose une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte.

PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS DU DOCUMENT

Les enjeux du PLU ont été identifiés suite au diagnostic. Ils sont les suivants :

- Maintenir l'école ouverte en urbanisant les secteurs situés à proximité immédiate du bourg. Pour cela l'urbanisation des hameaux et des quartiers périphériques ne doivent pas se poursuivre ;
- Développer le tourisme par la réhabilitation et le développement de l'hôtel de la Pinède récemment réouvert, et permettre la diversification de l'activité du château de Taulignan ;
- Préserver les espaces agricoles, représentant le support économique indispensable au bon fonctionnement des exploitations et permettre la cohabitation entre les activités agricoles et les autres activités (notamment l'habitat), en anticipant les conflits d'usage ;
- Préserver les éléments paysagers et écologiques : les grands bois des versants, les ripisylves des cours d'eau et les coupures vertes.

CONTENU DU PLU

Le PLU est composé :

- D'un rapport de présentation qui dans sa première partie expose l'état initial de l'environnement, le paysage, les dynamiques urbaines, démographiques ; économiques au sens large du terme, les enjeux du territoire, et dans sa seconde partie expose les orientations du projet et justifie les choix mis en œuvre.
- D'un PADD qui définit les grandes orientations de la commune pour une douzaine d'années
- D'OAP mises en place sur les secteurs à enjeux d'urbanisation ouverts à l'urbanisation.
- D'un règlement graphique et d'un règlement écrit
- D'annexes au PLU intégrant notamment les SUP, les informations sur les réseaux et les risques.

ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Il faut rappeler que le PLU doit prendre en compte ou être compatible selon la hiérarchie des normes réglementaires, avec différents documents de planification ou politiques sectorielles de rang dit supérieur.

		Plans et programmes	Concerné
Les documents de rang supérieur	LOIS	La loi SRU	NC par l'art. 55 (commune de moins de 3500 habitants)
		Les lois montagne et littorale	NC
	RAPPORT REGLEMENTAIRE	Plan de prévention des risques	PPRI de l'Ouvèze
		Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine ou Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain	NC
	RAPPORT DE COMPATIBILITE	Charte du Parc Naturel Régional	Parc naturel régional du Mont-Ventoux
		Directive Territoriale d'Aménagement	NC
		SCoT Le document d'Aménagement Commercial	SCoT Vaison-Ventoux
		Le programme local de l'habitat (PLH)	NC

		Plans et programmes	Concerné
Les documents de rang supérieur	RAPPORT DE COMPATIBILITE	Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux	SDAGE Rhône- Méditerrané- Corse 2016-2021
	RAPPORT DE PRISE EN COMPTE	Le Schéma Régional Climat Air Énergie Rhône-Alpes	SRCAE arrêté le 24 avril 2014
		Le plan climat air énergie territorial (PCAET)	NC
		Le Schéma Régional de Cohérence écologique (SRCE)	SRCE Rhône Alpes (2014)
Les autres politiques publiques et territoires de projet		Les espaces naturels sensibles	NC
		Zone Natura 2000	Zone Spéciale de Conservation « l'Ouvèze et le Toulourenc ».
		La communauté de communes	Communauté de communes Pays Vaison Ventoux
		Agenda 21	NC

NC= Non concerné

COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE SCoT VAISON-VENTOUX

Rappel des objectifs du SCoT Vaison-Ventoux

Pour rappel, la présence d'un SCoT ne nécessite pas de justifier de la compatibilité ou de la prise en compte avec d'autres documents de rang supérieur.

Le territoire du SCoT Vaison-Ventoux compte 19 communes.

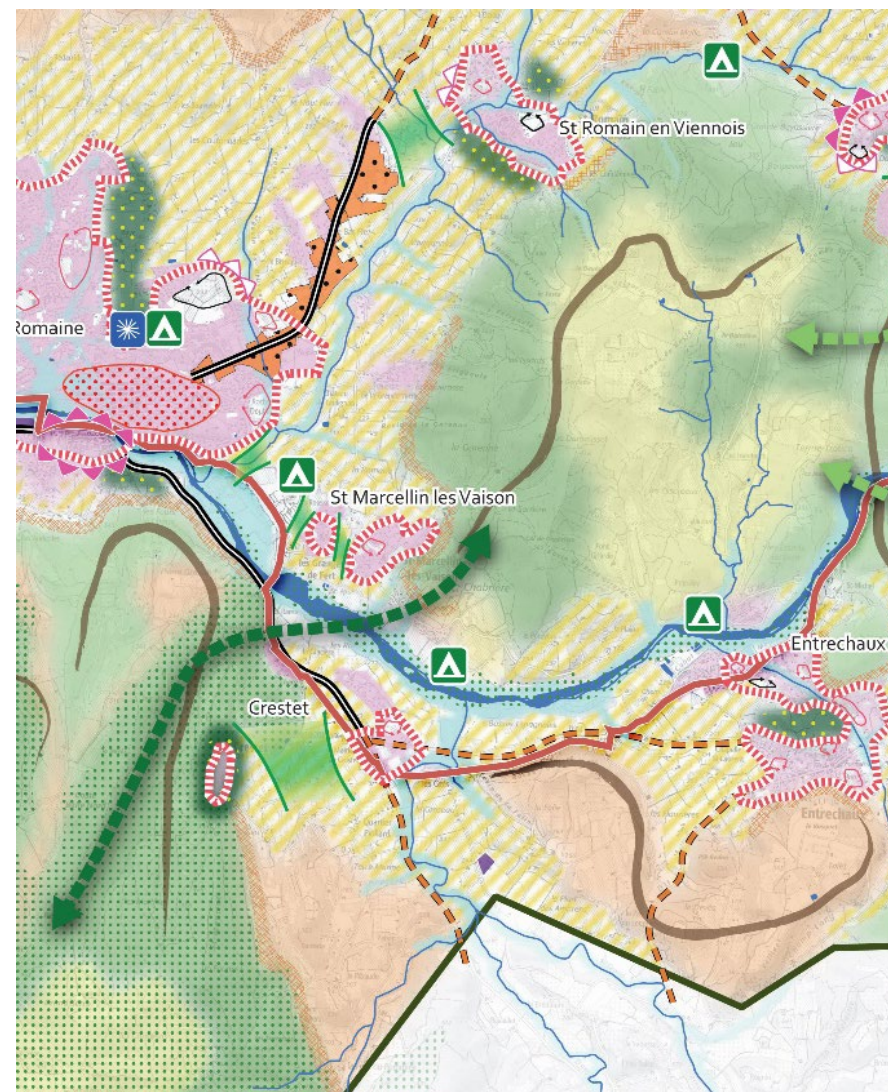
Traversé par l'Ouvèze et le Toulourenc, dominé par le Mont-Ventoux, il est à cheval sur deux départements : le Vaucluse et la Drôme dont fait partie la commune de Mollans-sur-Ouvèze. L'ensemble des communes appartiennent à la communauté de communes de Vaison Ventoux.

Le SCoT Vaison-Ventoux a été **approuvé le 14 avril 2021**. Son PADD fixe au territoire Vaison-Ventoux 4 défis à relever pour les 20 années à venir :

- **Défi n°1** : organiser le fonctionnement du territoire autour de Vaison-la-Romaine pour faire perdurer son identité de bassin de vie rural ;
- **Défi n°2** : s'appuyer sur un cadre de vie de qualité pour promouvoir un développement équilibré au service de ses habitants, de ses entreprises et de ses visiteurs ;
- **Défi n°3** : pérenniser les richesses environnementales, agricoles et paysagères du Territoire ;
- **Défi n°4** : engager la transition environnementale et énergétique de Vaison Ventoux, comme un axe de moteur de croissance.

Le SCoT redéfinit notamment l'armature territoriale du territoire Vaison-Ventoux, et attribue à chaque des communes du territoire un rôle et une contribution au projet collectif.

La commune de Saint-Marcellin-lès-Vaison appartient aux « villages collinaires » de première couronne de Vaison-la-Romaine.



Extrait du document graphique du DOO du SCoT en vigueur.

Les orientations et objectifs du SCoT Vaison Ventoux pour la commune

Le document d'orientations et d'objectifs du SCoT Vaison-Ventoux fixe un certain nombre d'orientations avec lesquelles le PLU de Saint Marcellin les Vaison devra présenter une compatibilité :

- **Préserver et valoriser les reliefs forestiers** : En matière de trames vertes et bleues, le DOO du SCoT identifie un réservoir de biodiversité sur le massif boisé sur lequel est adossé le village de Saint-Marcellin ainsi qu'un corridor écologique le reliant aux côteaux sud au niveau de Crestet ;

Ces orientations sont traduites à travers un zonage adapté (N) et la mise en place d'EBC. Le corridor est traduit dans le règlement graphique par un Corridor écologique protégé au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

- **Préserver les coupures vertes** : deux coupures vertes ont été identifiées : une entre le hameau de Granges de Fert et le bourg principal du village. Une autre est identifiée à l'Ouest du hameau de Granges de Fert. Ces coupures viennent « enrayer » la dilatation du tissu urbain en zones mitées de type « anciennes zones NB du POS » et de contenir une urbanisation resserrée au niveau des deux hameaux.

La coupure verte du SCoT est traduite par un zonage Agricole Protégé (Ap). Ce zonage interdit toute constructibilité afin de limiter le mitage de cet espace et par conséquent préserve le paysage agricole qui ceinture les deux hameaux.

- **En matière d'organisation et de développement urbain**, le DOO associe la commune aux villages collinaires et impose ainsi les orientations suivantes :
 - En matière de production de logements, le DOO fixe un objectif de production de 20 à 25 logements supplémentaires à l'horizon temporel du SCoT. A ces logements en résidences principales s'ajoutent un potentiel de 2 à 3 résidences secondaires (10%) ; En matière de mixité sociale, le DOO encourage la production d'environ 15% de l'offre de logements à destination de logements locatifs sociaux dans un principe de solidarité avec la ville-centre.
 - Un objectif de remise sur le marché de 25% des logements est assigné aux communes du territoire (excepté celles ayant un taux inférieur à

5%). En outre, les capacités de densification et de renouvellement doivent être identifiées et déduites de la production à réaliser en extension.

- En matière de formes urbaines, le DOO fixe un objectif de densité communale de 20 logements à l'hectare avec une répartition par typologie de logements (15% en logements collectifs, 30% en intermédiaire et 55% en logements individuels).
- En matière de limitation de la consommation foncière, une enveloppe de 9 ha est allouée aux villages collinaires.

Ces orientations relatives au développement urbain sont traduites dans le PADD du PLU et dans les pièces graphiques en particulier dans l'OAP « Centre-Bourg » qui encadre les futures opérations de la commune en imposant des formes urbaines, un niveau de densité et des principes d'aménagement cohérents avec les orientations du SCoT.

COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE SDAGE RHONE-MEDITERRANEE

La commune est soumise aux prescriptions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône – Méditerranée, entré en vigueur le 4 avril 2022 après approbation du préfet du 21 mars 2022.

Il fixe les objectifs et orientations pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques, à travers ses 9 orientations fondamentales :

- 0) S'adapter aux effets du changement climatique ;
- 1) Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- 2) Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- 3) Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement ;
- 4) Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau ;

- 5) Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la sante ;
- 6) Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides ;
- 7) Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- 8) Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le PLU est compatible avec les orientations suivantes :

Orientations du SDAGE	Compatibilité du PLU
S'adapter aux effets du changement climatique	Le défi n°3 du PADD sur la préservation des ressources prend en compte l'enjeu climatique dans le développement du territoire : <ul style="list-style-type: none"> - Développement des EnR - Prise en compte des risques qui tendent à s'intensifier - Economie des ressources - Qualité environnementale et architecturale du bâti (OAP)
Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	Objectifs du PLU non spécifiquement destinés à cette orientation
Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	Respect des modalités d'assainissement indiquées dans la note explicative associée à la carte de zonage d'assainissement des eaux usées
Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	Sur le territoire communal, cette orientation se traduit par le respect des objectifs portés par les structures gestionnaires des réseaux : <ul style="list-style-type: none"> - le syndicat RAO pour l'eau potable

	<ul style="list-style-type: none"> - la commune pour l'assainissement collectif des eaux usées - la communauté de communes Vaison Ventoux pour l'assainissement non collectif
Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	Objectifs du PLU non spécifiquement destinés à cette orientation
Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la sante	Objectifs du PLU non spécifiquement destinés à cette orientation
Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides	Les zones humides existantes sont matérialisées sur le zonage et protégées au titre de l'article L.151-2 du code de l'urbanisme
Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	Objectifs du PLU non spécifiquement destinés à cette orientation
Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Prise en compte des risques dans le PLU à travers le respect du PPRI et son zonage retranscrit sur le règlement graphique du PLU (et prise en compte de celui-ci dans le règlement)

PRISE EN COMPTE DU SRCAE PAR LE PLU

Le Schéma Régional Climat Air Energie PACA a été adopté en 2013. Il est désormais intégré dans le SRADDET Région Sud adopté le 26 juin 2019 (schéma intégrateur), sous une forme actualisée tant les enjeux énergétiques ont évolué depuis.

Les politiques énergétiques sont généralement d'ordre national, avec des retranscriptions locales, en atteste les différentes lois, programmes et schémas (TECV en 2015, NOTRe en 2015, Programme Régional d'Efficacité Énergétique (PREE), Schéma Régional Biomasse (SRB)...).

En matière d'énergie (économie de consommation et production) sur la commune, le PLU à travers le PADD s'oriente vers des constructions qui :

- favorisent leur implantation selon une orientation au Sud, donnant le meilleur compromis entre apports de chaleur et apports de lumières en toute saison,
- réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre,
- assurent l'accès au soleil des niveaux inférieurs aux bâtiments lorsqu'ils sont à usage de logements ou d'activités.

Il s'agit également de favoriser la mise à niveau énergétique du parc ancien et d'autoriser l'agrivoltaïsme en dehors des zones agricoles protégées.

PRISE EN COMPTE DU SRCE PAR LE PLU

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique PACA a été élaboré en octobre 2014. Il est désormais intégré dans le SRADDET Région Sud adopté le 26 juin 2019 (schéma intégrateur).

Spécifiquement au droit de la commune, le SRCE identifie trois corridors écologiques associés à l'Ouvèze au Sud, au Lauzon à l'Ouest et au Ravin de Férigoule au Nord, ainsi que leurs espaces de fonctionnalité autour.

Sur ces secteurs constitutifs de la trame bleue, le PLU classe les espaces en zone N avec pour le Lauzon et l'Ouvèze l'identification de zones humides protégées au titre

de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, et pour le Ravin de Férigoule, le classement en corridor écologique protégé au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme et en Espace Boisé Classé (EBC) au titre de l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme.

MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJET A ETE

RETENU

Ce chapitre présente les motifs pour lesquels le projet a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document.

L'EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Le projet communal souhaite pour les années à venir, concilier :

- Un développement maîtrisé en capacité suffisante pour maintenir une animation communale et l'école ouverte. Ce développement ne peut se réaliser que sur le centre bourg.
- La protection de la dimension naturelle et des qualités paysagères de la commune (cônes de vue, perspectives paysagères...).
- Le maintien des espaces de production agricole, et ce, malgré la baisse du nombre d'exploitations agricoles en activité sur la commune.

Il existe plusieurs contraintes et sensibilités sur le territoire :

- Risques (PPRI, risques de feu de forêt).
- Sensibilités paysagères (vallon et coulée verte).
- Sensibilités écologiques (corridors écologiques, site Natura 200, ZNIEFF).

Les choix politiques sont marqués par une volonté de limiter la consommation foncière des espaces naturels et agricoles et de conforter la centralité (le centre-bourg) afin de maintenir l'école ouverte (et son nombre de classe). Le parti d'aménagement retenu est le suivant :

Sur le développement urbain

Le projet communal affirme clairement une volonté de maîtrise de l'étalement urbain en axant le développement sur l'urbanisation sur 2 secteurs du centre-bourg : un en dent creuse de 4000 m² et un autre en extension du centre-bourg, à l'arrière de l'école.

La commune a engagé une réflexion sur la mobilisation des tènements inscrits dans et à proximité de l'enveloppe du bourg, ainsi que sur les modes d'organisation permettant de renforcer les fonctions de centralité. Pour cela, une approche différenciée a été proposée afin d'encadrer les projets bâtis :

- Dans le centre-bourg, des terrains situés en continuité immédiate de l'école deviennent constructibles avec une densité imposée et une diversité de formes

urbaines ;

- Dans les secteurs pavillonnaires, l'objectif est de limiter la densification par division parcellaire car les réseaux ne sont pas adaptés (en particulier les accès et voiries). Un secteur en dent creuse est identifié et encadré par le PLU (OAP).

La commune dispose de peu d'équipements : l'école (et ses terrains de sports à proximité) sont des atouts sur lesquels la commune s'est appuyée pour élaborer son projet de PLU.

Sur le plan démographique

Le projet de développement s'appuie sur une recherche de maintien et d'accueil des jeunes ménages et cherche à faciliter les parcours résidentiels. Pour cela, le PLU a mis en œuvre une plus grande diversité de logements, favorisant une mixité sociale et générationnelle. La commune se conforme aux préconisations du SCoT, en réalisant un développement cohérent par rapport à la croissance démographique actuelle. Afin de conserver son école dont les effectifs sont en diminution, il est nécessaire de construire au minimum une vingtaine de logements sur 10 ans.

Sur le plan résidentiel

Pour répondre à ces objectifs démographiques, le PLU recherche une plus grande diversité dans l'offre à produire qui doit être source de mixité et d'intégration des populations. Elle cherche également à développer une offre locative favorable au maintien des effectifs du groupe scolaire. La commune de Saint Marcellin lès Vaison souhaite développer une offre de logement notamment à destination des jeunes, en accession à la propriété, mais également en locatif, afin de limiter le risque de construction de nouvelles résidences secondaires qui nuiraient au maintien de l'école.

A ce titre, l'orientation d'aménagement du PLU a instauré une mixité sociale sur un tènement situé à côté de l'école.

La diversification résidentielle communale passe aussi par la mise en place d'une offre plus qualitative sur le plan environnemental (avec la promotion d'opérations intégrant performance énergétique des constructions, réduction des déplacements automobiles, gestion des eaux pluviales, moindre consommation foncière, etc.). Pour cela il est nécessaire de développer des logements plus compacts sur de petites parcelles moins consommatrices d'espaces.

Sur le développement économique

La commune s'inscrit dans la politique économique portée par le SCoT et la Communauté de Communes.

S'il n'existe pas de commerce sur le territoire, Saint Marcellin les Vaison dispose d'un château, d'un hôtel et d'une discothèque. Elle dispose également depuis peu d'un restaurant sur la place du centre-bourg, que la Municipalité a initié par l'acquisition d'un local. Le PLU utilise ces points d'appui touristique afin de développer l'emploi et de renforcer l'attractivité de la commune sans impacter son cadre de vie. C'est pourquoi le Château pourra faire l'objet de changements de destination mais ne pourra pas prévoir d'extension bâtie afin de ne pas porter atteinte à son cadre bâti patrimonial. L'hôtel et la discothèque, quant à eux, n'ont pas été classés en zone U et seul l'hôtel possède une constructibilité limitée par la mise en place d'un STECAL.

Sur le plan de la consommation foncière

Avec une consommation évaluée à 7000 m², le PLU dégage 3 à 4 fois moins de potentiel constructible que le POS (aujourd'hui caduque). Ce potentiel est cohérent avec les orientations du SCoT en la matière et s'adosse sur une parcelle située en dent creuse du tissu urbain du centre-bourg et une parcelle en extension de 4000 m² en continuité immédiate de l'école. La localisation des potentiels évolue donc, se concentrant essentiellement sur le centre-bourg.

Sur le plan des équipements

L'objectif est de maintenir l'école ouverte.

Le projet communal vise également à optimiser les investissements réalisés sur la station d'épuration récemment construite. Ainsi, la quasi-totalité du développement se réalisera en assainissement collectif.

Les enjeux de maîtrise des déplacements

À l'échelle communale, un maillage des parcours piétonniers est intégré dans les secteurs de développement pour favoriser une continuité des parcours. Les secteurs de densification sont localisés à proximité des équipements et de la gare. Quelques emplacements réservés ont également été prévus afin de permettre l'élargissement de

certaines voiries aujourd'hui mal calibrées pour desservir les quartiers du centre-bourg.

Sur la protection des espaces naturels

Le projet communal recherche le développement de la « nature ordinaire » dans les espaces d'urbanisation en favorisant la mise en place d'espaces verts et de plantations dans les secteurs d'urbanisation future.

La préservation des milieux écologiques représente un enjeu important sur le territoire communal où les espaces naturels sont nombreux et de bonne qualité.

Les secteurs d'intérêt écologique sont les suivants :

- Les principaux espaces naturels boisés et les ripisylves ;
- Les corridors écologiques situés le long des cours d'eau ;
- Les zones humides qui présentent un intérêt écologique pour la faune et la flore.

Ces milieux écologiques font partie intégrante de l'identité communale et leur préservation est un des fondements du PADD.

Sur la protection des espaces agricoles

L'activité agricole est reconnue dans le projet de PLU et le zonage des zones U et AU a été défini au plus juste de l'urbanisation existante et projetée afin de limiter la pression sur les terres agricoles. La zone agricole présente un sous-secteur Ap (protégé) dont la constructibilité est interdite, même pour les agriculteurs. Ces espaces sont donc dédiés essentiellement à la culture de la terre. Dans le reste de la zone agricole, les droits à construire sont encadrés afin de ne permettre qu'une constructibilité à des fins agricoles. Les occupations non compatibles en zone agricoles ne sont plus souhaitées : les activités existantes (casses automobiles, garages, artisans non agriculteurs...) sont tolérées mais elles n'ont aucun droit à construire et les logements non liés à une activité agricole ne pourra bénéficier que d'une extension limitée.

Les principes de préservation paysagère et patrimoniale

Les principes de préservation paysagère et patrimoniale ont également été pris en compte dans le PADD. En effet, la municipalité a opté pour une intégration paysagère des nouveaux développements urbains, notamment par la mise en place de prescriptions de renforcement de la trame verte villageoise par les orientations d'aménagement sur

les principaux secteurs amenés à se développer.

Elle a fait le choix de protéger les éléments végétaux : haies et continuums boisés le long des cours d'eau etc.

Ce choix de protection est fondé sur un objectif de préservation et de valorisation de la typicité communale et de la qualité de vie des habitants.

JUSTIFICATION DES ORIENTATIONS GENERALES DU PADD

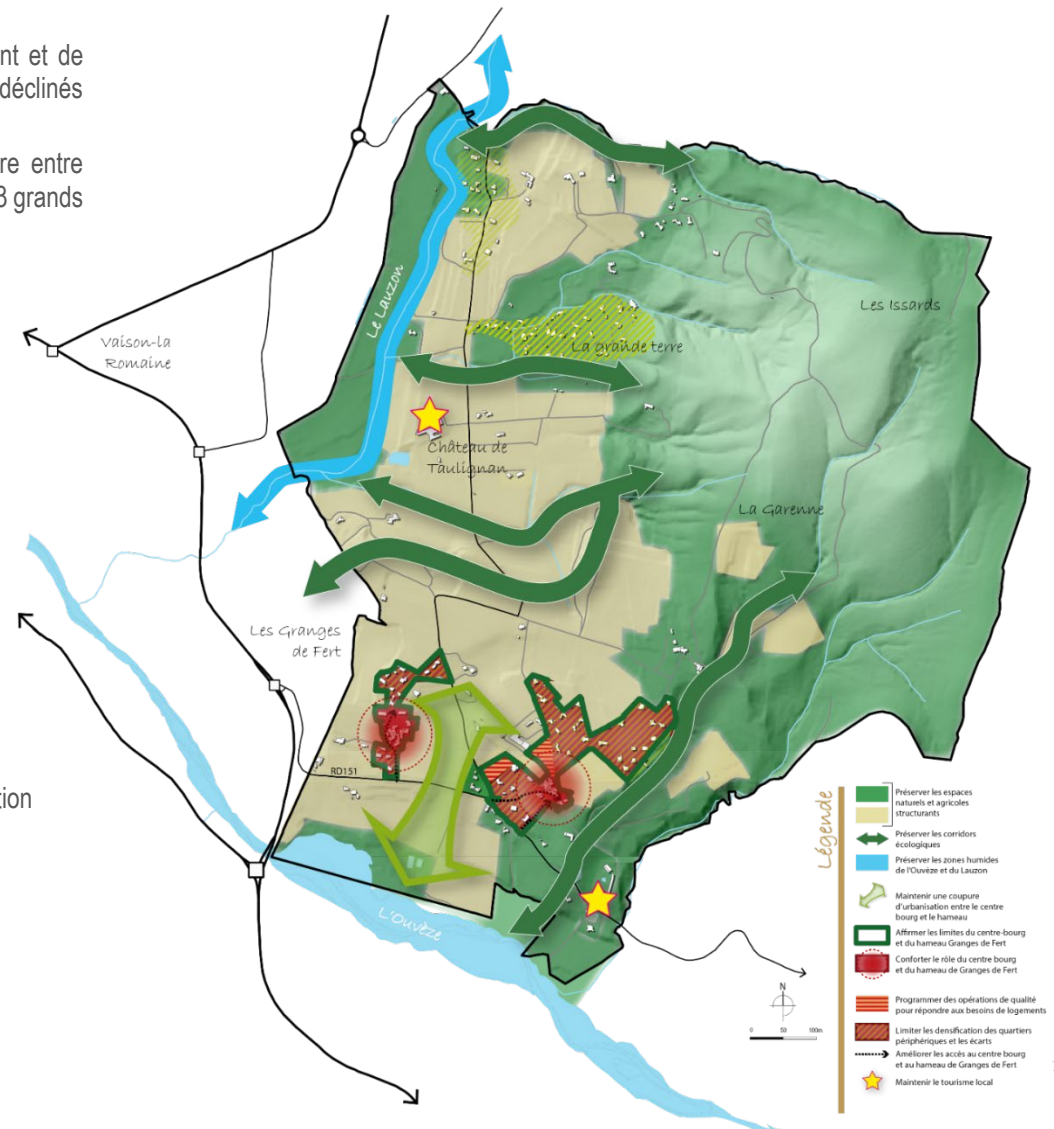
Suite à l'identification des enjeux dans le diagnostic, le projet d'aménagement et de développement durable a été établi et repose sur trois grands axes, eux-mêmes déclinés en objectifs.

Ce projet s'articule autour d'un objectif fondamental : rechercher un équilibre entre développement & maintien des qualités rurales de la commune. Il se décline en 3 grands défis :

1. **Recentrer l'urbanisation sur le centre-bourg**
 - L'ambition démographique et l'offre en logements
 - La consommation foncière et les formes urbaines
 - La mixité sociale
2. **Maintenir un village vivant et actif**
 - Les équipements
 - Le développement économique, commercial et de loisir
 - La mobilité et les déplacements
3. **Valoriser les qualités paysagères et préserver les ressources**
 - Le maintien des qualités paysagères
 - La protection des espaces naturels

Une carte de synthèse pour illustrer les orientations générales du PADD

Cette carte facilite la compréhension du projet communal et préfigure sa traduction dans les pièces réglementaires du PLU.



ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PERSPECTIVES DE SON ÉVOLUTION

Ce chapitre analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan.

L'état initial de l'environnement est situé dans le même volume que le diagnostic territorial.

LES ZONES AGRICOLES

Description

La SAU (surface agricole utilisée) communale est de 116 ha soit 32 % de la superficie communale. Elle est occupée à 89,3 % par la culture de la vigne. Les 8 exploitations agricoles professionnelles dont le siège d'exploitation est sur la commune ont comme production principale la viticulture. La commune est concernée par la présence de 59 sigles d'appellation (IGP ou AOP). Notamment, la commune est concernée par les AOC-AOP suivantes :

- Côte du Rhône et Côte du Rhône Village
- Olives noires de Nyons et huile d'olive de Nyons

Zonage mis en place

Le zonage agricole du PLU représente 120,5 ha (soit environ 34% de la surface communale), dont :

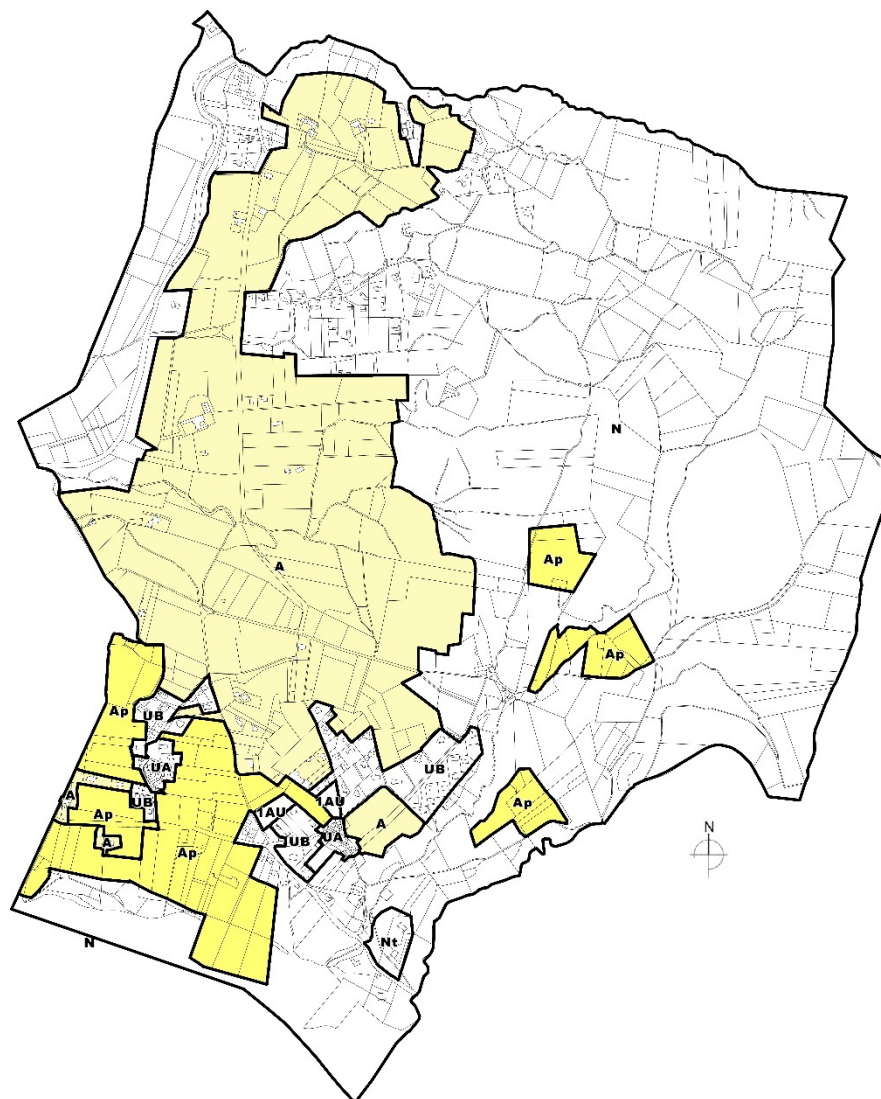
- Près de 30 ha ont été zonées en « agricole protégée » et donc non constructible ;
- 91 ha en zone A, encadrant une constructibilité nécessaire aux activités agricoles.

Les perspectives d'évolution en l'absence de nouveau document d'urbanisme

Les parcelles agricoles actuellement cultivées en vigne sont des parcelles à fort enjeu économique et seraient donc amenées à être pérennisées dans le cadre du RNU. Les conflits d'usage existants au sein des espaces agricoles classés en zone A et Ap du PLU sont destinés à réduire avec le temps dans la mesure où les droits à construire pour ces activités ont été supprimés.

Les anciennes zones NB du POS situées au nord de la commune ont également été classées en A au PLU, ce qui limitera leur extension et densification dans la mesure où seule l'extension mesurée des constructions existantes est autorisée.

Au sein des zones U, il n'existe actuellement aucune parcelle cultivée. Au sein de la zone AU1, la parcelle située à l'arrière du groupe scolaire va perdre de son usage agricole (parcelle de 4000 m² environ), pouvant aisément être reconstituée au sein de la zone A.



LES ZONES NATURELLES

Description

Le territoire présente une richesse écologique associée :

- Aux cours d'eau et milieux naturels associés (le Lauzon et l'Ouvèze notamment) ;
- La présence d'un boisement à l'Est de la commune associé au Vallat de la Bussière et identifié comme zone d'intérêt biologique par le conservatoire d'espace naturel.

A noter, que la préservation d'une rupture d'urbanisation entre le hameau « Les granges de Fert » et le centre-bourg permet de ménager un couloir de circulation des espèces entre le Nord et le Sud de la commune.

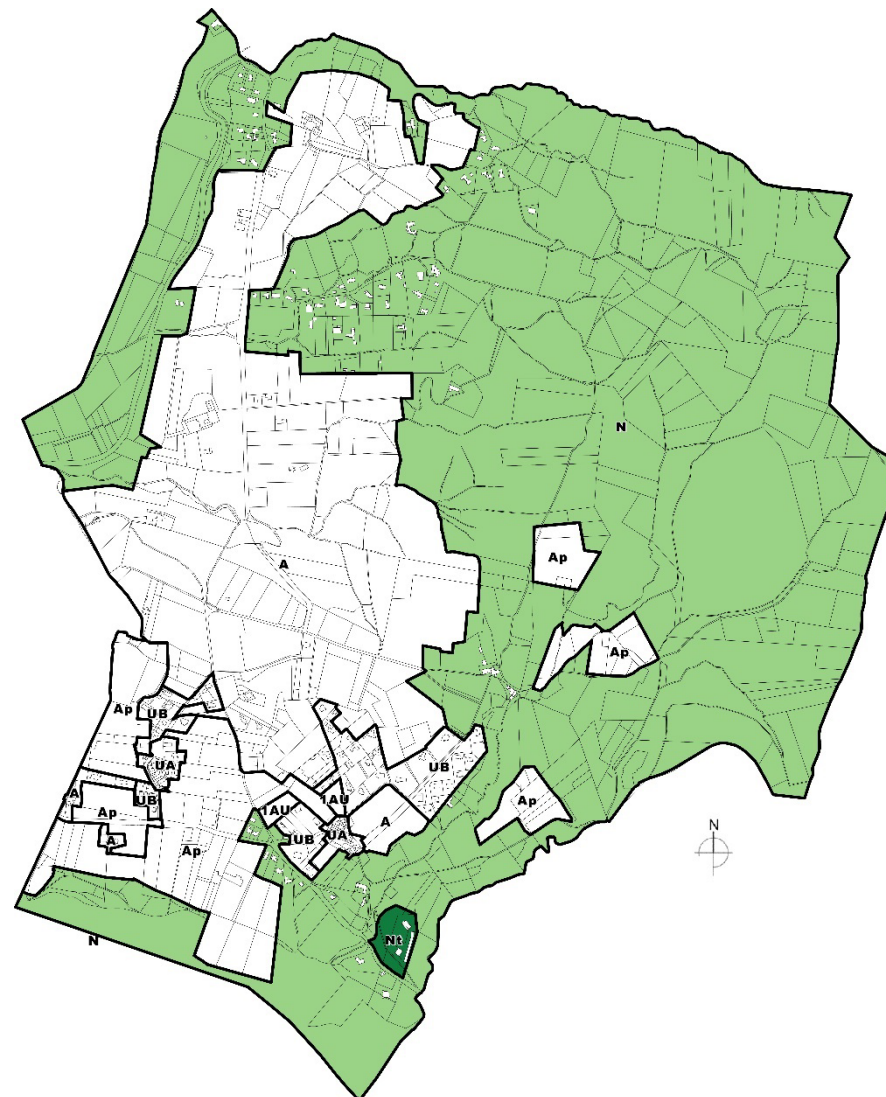
Outils réglementaires mis en place

La zone naturelle (N) représente 224 ha (soit environ 63% de la surface communale), dont :

- 222 ha en zone Naturelle ;
- 1,3 ha en zone Nt correspondant au STECAL de l'hôtel de la Pinède pour lequel la constructibilité est fortement encadrée.
- En complément, les boisements de la commune ont été protégés par la mise en place d'EBC et les corridors écologiques ont été traduits au plan de zonage et protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

Les perspectives d'évolution en l'absence de nouveau document d'urbanisme

Les parcelles à enjeux écologiques sont majoritairement situées hors de la zone urbanisée et seraient donc amenées à être pérennisées dans le cadre du RNU. Afin de limiter les risques de conurbation entre le hameau « Les Granges de Fert » et le centre-bourg, un zonage Ap non constructible (même pour les agriculteurs) a été mis en place afin de matérialiser la coupure « verte » identifiée au SCoT et aujourd'hui occupée par des terres agricoles. Le maintien d'un espace cultivé et non bâti contribuera à faciliter le déplacement de la faune entre le Nord et le Sud de la commune.



LES ZONES URBAINES

Description

Les zones U, dites zones urbaines, correspondent aux espaces déjà urbanisés, et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Deux zones urbaines ont été définies.

- La zone UA correspond à la centralité de bourg et du hameau de Granges de Fert, composée d'un tissu urbain dense, compact, groupé, et regroupant (pour le centre bourg) une mixité des fonctions urbaines notamment organisées autour de commerces et services de proximité.

Elle se caractérise également par la présence du caractère patrimonial du tissu ancien. Les caractéristiques morphologiques de ces « noyaux historiques » ainsi que la singularité de leurs sites d'implantations en font des lieux symboliques de la commune dont elles constituent « un cœur » patrimonial.

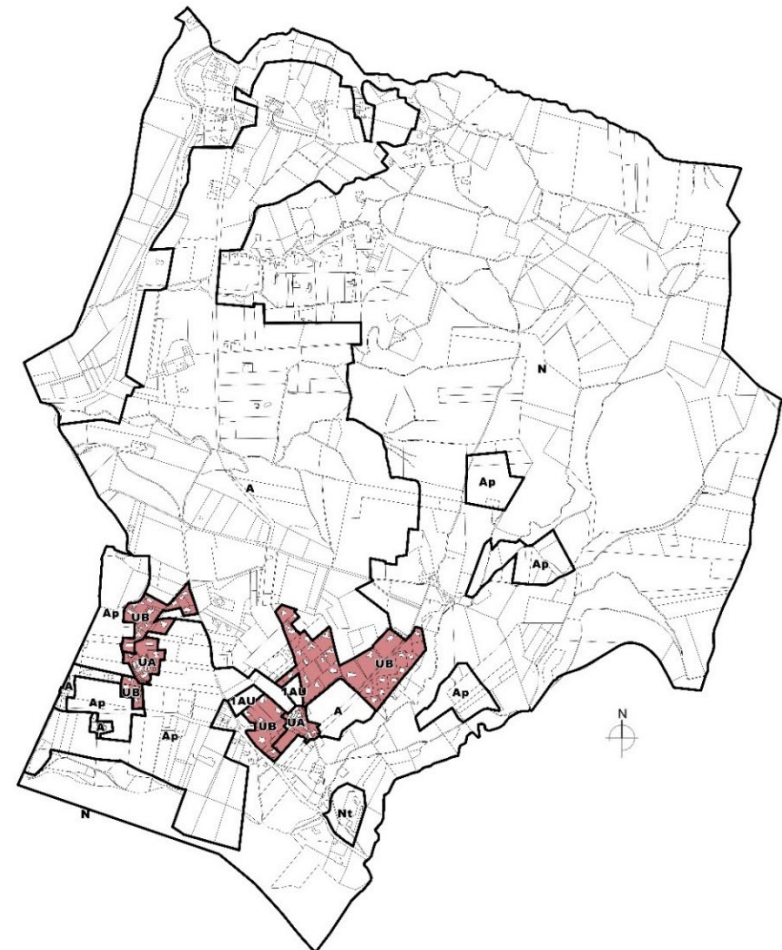
La zone UA représente 1,8 ha soit 0,5% du territoire communal.

- La zone UB correspond à des tissus urbains mixtes, à vocation principalement résidentielle, à dominante d'habitat individuel, intermédiaire ou collectif de faible hauteur et de morphologie urbaine à dominante discontinue (forme du parcellaire, modes d'implantation...). Les constructions y sont le plus souvent implantées en retrait des limites séparatives, ménageant parfois des percées visuelles vers les plantations de cœur d'îlot. La végétation privée contribue ainsi fortement à la qualité du paysage depuis les rues publiques. Il s'agit du tissu « pavillonnaire » du Centre-Bourg et du Hameau de Grange de Fert. La zone UB représente 8,7 ha soit moins de 2,5% du territoire communal.

Les perspectives d'évolution en l'absence de nouveau document d'urbanisme

Le RNU ne permet pas de moduler les droits à construire, le PLU constitue alors une vraie plus-value. La délimitation des zones U a été réalisée de manière stricte en identifiant seulement les parcelles urbanisées. La densification de ces espaces urbanisés a été modulé afin de permettre un renforcement des zones de centralités

(les zones UA) et de limiter la densification des zones pavillonnaires (UB) en imposant un taux de pleine terre important (80%) et par la protection des boisements existants (EBC). Cette limitation de la densification se justifie ici au regard de l'impact que cette densification induirait sur le paysage local et sur les réseaux (voirie, pluvial, AEP et eaux usées), aujourd'hui peu calibrés à un accueil important d'usagers complémentaires. Les anciennes zones NB du POS ne sont pas traduites en zones U mais en zone N et sont non desservies par les réseaux. Leur constructibilité est donc très limitée à des extensions limitées des constructions existantes.



LA ZONE AU1

Description

La zone AU1 concerne des terrains à l'état naturel ou agricole ayant vocation à être urbanisés pour accueillir une part du développement démographique ou économique de la commune, sous la forme de quartiers nouveaux programmés dans le temps, équipés et aménagés de façon cohérente. La commune présente deux zones 1AU, correspondant à l'extension du centre bourg (1 zone d'extension le long du Chemin de la Chapelle et 1 dent creuse desservie par le Chemin du Puits).

Les 2 zones AU1 sont concernées par une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Centre-Bourg », mise en place au titre des articles L151-6 et L151-7 du Code de l'Urbanisme, qui s'impose dans un rapport de compatibilité aux constructions et aménagements projetés dans chacune des zones.

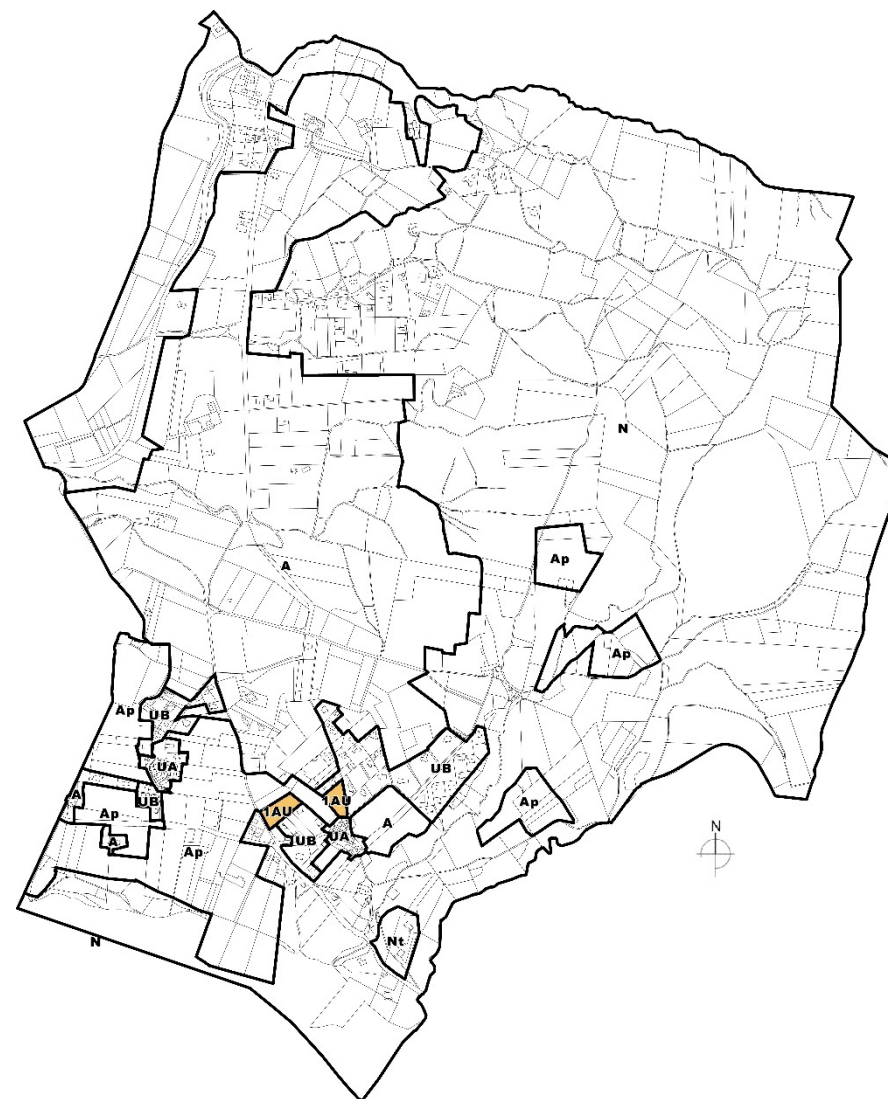
La zone AU représente moins de 0,7 ha, soit moins de 0,2% du territoire communal.

Outils réglementaires mis en place

Les secteurs de projet ont été classés en zone AU1. Ils sont également couverts par une OAP qui couvre les deux zones AU1 ainsi qu'un bout de la zone N destiné à devenir un espace vert.

Les perspectives d'évolution en l'absence de nouveau document d'urbanisme

L'encadrement de ces secteurs de développement par le PLU permettra d'impulser un aménagement plus vertueux avec une diversification des formes urbaines, une densité plus élevée que la tendance observée ces dernières années ainsi qu'une mixité sociale. Cet encadrement permettra de mieux optimiser la consommation foncière associée.

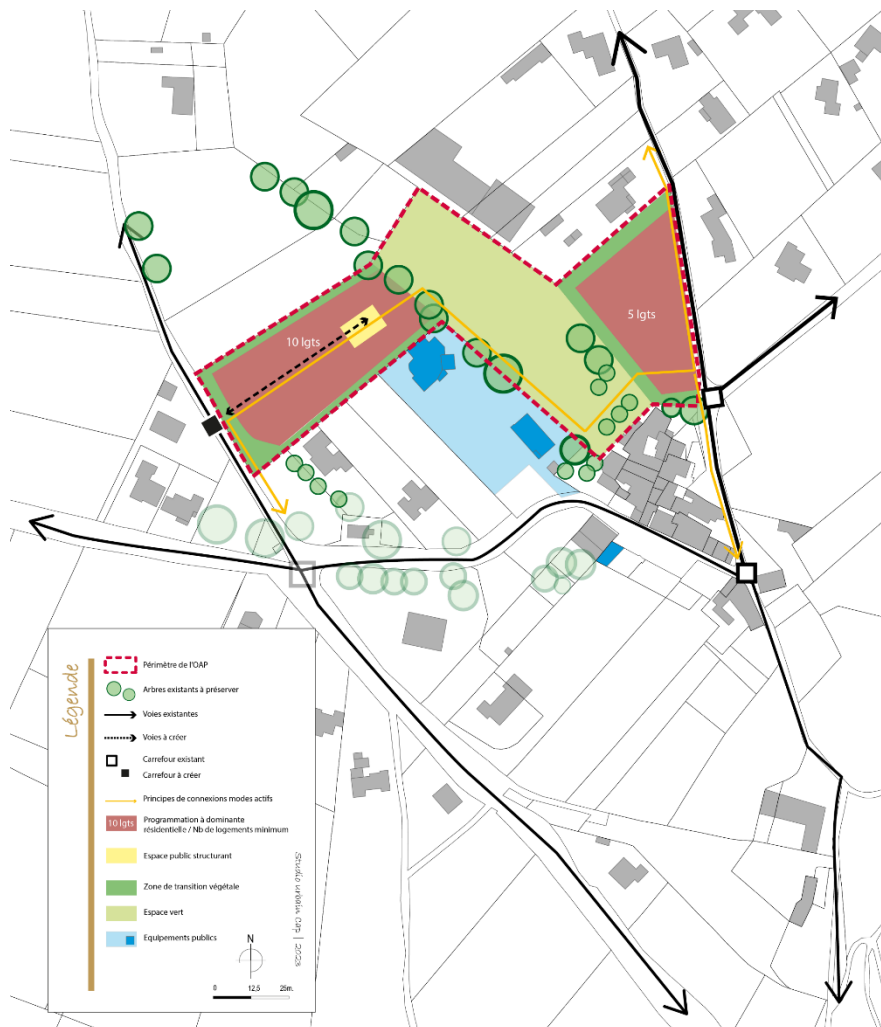


L'OAP permettra également :

- De contribuer au développement de l'usage des modes actifs ;
- De valoriser un espace agricole en friche pour y aménager un espace de respiration à proximité du centre-bourg historique ;
- De mieux traiter la transition entre les zones urbanisées et la zone agricole en imposant une bande tampon paysagée de 10 m. d'épaisseur.

Toutefois, l'aménagement de ces parcelles induira une consommation foncière d'environ 7000 m².

Le document graphique de l'OAP Centre-Bourg



CONSEQUENCES DE L'ADOPTION DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

Ce chapitre analyse les conséquences de l'adoption du plan sur l'environnement et sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement et mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement.

ANALYSE GLOBALE

Le nouveau PLU réduit très fortement les zones urbanisées et urbanisables par rapport à l'ancien POS, aujourd'hui caduc (-21,1 ha). D'autre part, la densité moyenne de construction dégagée par le nouveau PLU est d'environ 16-21 logts/ha (à comparer avec la densité moyenne produite ces 10 dernières années de 6.5 logts/ha).

	POS (Aujourd'hui caduc)	Nouveau PLU
Zones constructibles pour des constructions nouvelles (U et AU)	32.3 ha	11,2ha
% de réduction des zones constructibles (Équipements/habitats/activités)		-65.9%
Potentiels constructibles restants (dents creuses situées hors zone AU1)	8	0,46 ha
% de diminution des potentiels constructibles		-95%
Total des zones A et N	324.7	344,5
% d'augmentation des zones A et N		+6.2%

ANALYSE PAR THEMATIQUE

Thématique	Incidences générales du PLU
Occupation des sols et milieux naturels Objectifs : Limiter la consommation d'espaces et préserver la biodiversité par le maintien des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.	<p>Des dispositions ont été prises afin de limiter tout impact sur les milieux naturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en place d'une zone N : la zone naturelle est une zone de protection des espaces naturels. La zone naturelle est localisée sur les réservoirs de biodiversités identifiés dans le diagnostic (notamment les vallons du Lauzon, de l'Ouvèze et du Vallat de la Bussière). La zone N empêche toutes nouvelles constructions (en dehors des extensions/annexes/piscines). Il est en effet considéré que les annexes et les extensions limitées ne détériorent pas les fonctionnalités écologiques. ■ Les boisements participant à la fonctionnalité écologique des réservoirs de biodiversité sont protégés en espace boisé classé (EBC). Il s'agit du massif boisé situé au Nord et à l'Est de la commune. En effet, l'intérêt écologique de ce réservoir de biodiversité est associé à la présence de vieux peuplements forestiers dont la présence d'un sol acide a permis l'installation d'une flore calcifuge, notamment sur des secteurs décarbonatés à l'Ouest. Les boisements existants au sein de certains tissus urbains constitués (lotissements sur de larges tailles de parcelles) ont également été classés en EBC afin de contribuer à la fonctionnalité écologique communale. ■ Les corridors écologiques, zones humides, haies et alignements d'arbres sont identifiés en élément remarquable (article L.151-23). La mise en place d'un règlement adapté sur ces secteurs permet de préserver leur fonctionnalité écologique. ■ La non-constructibilité de la coupure verte située entre le hameau « Les Granges de Fert » et le centre-bourg (classées en zone Ap) permet de préserver les axes de déplacement de la faune identifiés dans le diagnostic même si l'extension de l'urbanisation du bourg vers l'Ouest tend à contraindre ce corridor.
Les ressources physiques (eau, air et énergie) Objectifs : Assurer l'utilisation durable des diverses ressources physiques en les préservant de manière à maintenir un potentiel de développement dans le futur.	<p>La station d'épuration actuelle est dimensionnée pour 350 EH. Le nombre d'habitations de la commune raccordées au réseau d'assainissement collectif des eaux usées ne représente que 200 EH maximum (extrait du schéma directeur d'assainissement). La station d'épuration est donc sous-utilisée et en capacité d'accueillir la population envisagée à échéance du PLU (environ 28 habitants supplémentaires), sachant que toute la commune n'est pas raccordée à l'assainissement collectif. Deux sites</p> <p>D'après le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS), exercice 2023, du syndicat d'eau potable Rhône – Aygues-Ouvèze (RAO), la ressource en eau potable est de bonne qualité (taux de conformité bactériologique de 98,5% et taux de conformité physico-chimique de 99,5%) et suffit actuellement aux besoins d'alimentation du territoire (données RPQS). Malgré la croissance démographique du territoire syndical, la consommation d'eau est en revanche relativement stable. Cependant les réseaux d'adduction d'eau potable (conduits, réserves...) arrivent en phase de renouvellement et devront être prochainement remplacés ou restaurés.</p> <p>Selon les estimations du PLU en nombre d'habitants supplémentaires à l'horizon 2035 (+28 habitants / 16 abonnés), l'augmentation des volumes consommés, sur la base des données 2023 des consommations communales, serait de 8,3% supplémentaire à l'échelle communale et moins de 0,03% à l'échelle du syndicat. En tenant compte plus précisément du volume de consommation moyenne des particuliers à l'échelle du syndicat (de 64 m³ par abonné), alors les besoins pour 16 abonnés supplémentaires seraient d'environ 4,5% supplémentaires par rapport aux volumes communaux consommés et environ 0,015 % supplémentaires à l'échelle du syndicat. Les ressources actuelles du syndicat permettent d'assurer la légère augmentation des besoins.</p> <p>Dans le secteur d'OAP, les dispositions de gestion des eaux pluviales suivantes ont été prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Les réseaux internes aux opérations d'aménagements et de constructions doivent obligatoirement être de type séparatif. ■ Toute opération d'aménagement, de plus de 20 m² d'emprise au sol, ou construction nouvelle ne doit pas augmenter le débit naturel en eaux pluviales de la parcelle (ou du tènement). <p>Les canalisations de surverse et de débit de fuite doivent être dirigées dans le réseau d'eau pluviale s'il existe ou dans le fossé ou le caniveau en l'absence de réseau collectif d'eaux pluviales.</p> <p>Ces dispositions tendent à éviter les phénomènes de ruissellement et les surcharges hydrauliques qui pourrait être générées en entrée de station d'épuration.</p>

Thématique	Incidences générales du PLU
Les ressources physiques (eau, air et énergie) Objectifs : Assurer l'utilisation durable des diverses ressources physiques en les préservant de manière à maintenir un potentiel de développement dans le futur.	<p>Concernant la maîtrise des consommations énergétiques, les principes suivants ont été retenus dans le secteur faisant l'objet d'une OAP :</p> <ul style="list-style-type: none"> Organiser des constructions qui favorisent l'implantation des bâtiments selon une orientation au Sud des logements, qui donne le meilleur compromis entre apports de chaleur et apports de lumière en toute saison. Respecter des règles de distance entre les bâtiments pour assurer l'accès au soleil des niveaux inférieurs aux bâtiments lorsqu'ils sont à usage de logements ou d'activités et des espaces extérieurs. Cette disposition s'applique également vis-à-vis des constructions existantes en périphérie de l'opération de construction. Les constructions seront majoritairement ouvertes et couvertes en façade Sud et fermées en façade Nord. En façade Sud, les rayonnements du soleil devront être arrêtés en été et devront pouvoir passer en hiver. Une végétalisation des pieds de façade (bande de pleine terre plantée) sera réalisée : il s'agit d'éviter l'accumulation de chaleur des sols minéraux, et la réverbération solaire. L'implantation des constructions devra favoriser l'emploi des énergies renouvelables (solaire notamment), la mise en œuvre d'un habitat passif, ainsi qu'un éclairage naturel optimal. Le développement de l'agrovoltisme est toléré dans le règlement de la zone agricole.
Le paysage et le patrimoine Objectif : Préserver les qualités paysagères et patrimoniales de la commune afin d'améliorer le cadre de vie quotidien des habitants	<p>Les continuums végétaux d'enjeu paysager identifiés dans le diagnostic sont protégés. En effet, l'article L.151-23 indique que ces éléments ne doivent pas être détruits (sauf cas particuliers, nécessitant une replantation). Il en est de même pour le bâti patrimonial. D'autre part, les dispositions suivantes ont été prises dans le secteur d'OAP contribuant à préserver le cadre de vie du bourg :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'aménagement d'espaces collectifs verts non dédiés à la voiture. L'évitement des vis-à-vis, La création d'espaces extérieurs privatifs aménagés : jardins, grandes terrasses (par exemple) Le travail des hauteurs à R+1 afin de permettre la préservation des vues lointaines La création d'un front bâti La préservation des cônes de vue identifiés dans le diagnostic.
L'agriculture Objectif : Préserver les parcelles agricoles à fort enjeu économique, notamment les parcelles en AOP et permettre la construction ou l'extension de hangars en zone agricole.	<p>Le PLU identifie les zones de production agricole par un zonage « agricole » permettant la construction de bâtiments nécessaires à l'exploitation dans ces secteurs : la zone agricole couvre une superficie de 91,4 ha. Tous les sièges d'exploitation identifiés dans le diagnostic sont localisés en zone agricole.</p> <p>Une zone agricole dite « protégée » a été créée interdisant toute constructibilité nouvelle y compris pour les agriculteurs. Une attention particulière a été portée afin de ne pas classer un siège d'exploitation dans cette zone Ap.</p>
Les risques et nuisances Objectif : Minimiser et prévenir les risques et nuisances afin de lutter contre tout ce qui peut porter atteinte à la santé de l'homme et aux espèces vivantes.	<p>Les interdictions et prescriptions du PPRI sont intégrées dans le document d'urbanisme.</p> <p>Afin de limiter le risque de feu de forêt, aucun développement n'est prévu à proximité des boisements, le secteur est classé en zone naturelle et les boisements sont protégés en espaces boisés classés.</p>

ANALYSE DE L'OAP CENTRE-BOURG

L'extension nord du Centre-Bourg est encadré par une orientation d'aménagement et de programmation (OAP). Les terrains ne sont pas encore bâtis et ils sont très proches de l'école et du Centre-Bourg. Cette OAP vise à encadrer l'aménagement de deux secteurs classés en zone AU1 et d'une parcelle agricole destinée à être aménagée en espace vert. Le tableau ci-dessous explicite l'impact de chaque secteur sur l'environnement.

Thématique	Secteur Chemin du Puits	Secteur Chemin de la Chapelle	Secteur agricole (espace vert)
Occupation des sols et milieux naturels	L'urbanisation du secteur actuellement cultivé en vigne va avoir un impact écologique négligeable.	L'extension de l'urbanisation dans ce secteur tend à contraindre les déplacements de la faune entre les réservoirs de biodiversité identifiés dans le diagnostic. Néanmoins, la mise en place d'une zone de transition végétale bordant la parcelle tend à limiter cet impact.	Cette parcelle constitue aujourd'hui une friche agricole qui a laissé place à une végétation spontanée. L'impact sur les milieux naturels sera positif si, à travers son aménagement en espace vert, le site est débroussaillé pour donner plus d'espace aux sujets de qualité.
Les ressources physiques (eau, air, énergie)	La création de 5 logements va conduire à une augmentation de la pression sur la ressource en eau (eau potable et assainissement) ainsi que de la consommation énergétique et des rejets de CO2. Néanmoins, l'analyse de l'adéquation besoins-ressources montre que les ressources en eau sont disponibles et que la station de traitement des eaux est en mesure de traiter des effluents supplémentaires. De plus le PLU impose un raccordement aux réseaux sur ce secteur, ce qui permet de limiter les impacts sur la ressource en eau.	La création de 8 logements va conduire à une augmentation de la pression sur la ressource en eau (eau potable et assainissement) ainsi que de la consommation énergétique et des rejets de CO2. Néanmoins, l'analyse de l'adéquation besoins-ressources montre que les ressources en eau sont disponibles et que la station de traitement des eaux est en mesure de traiter des effluents supplémentaires. De plus le PLU impose un raccordement aux réseaux sur ce secteur, ce qui permet de limiter les impacts sur la ressource en eau. La double exposition du bâti à l'alignement Sud-Ouest Nord-Est et la création de jardins orientés Sud-Ouest favorisera l'ensoleillement et permettra de limiter les consommations énergétiques.	L'aménagement d'un espace vert au droit du centre-bourg va contribuer à créer un véritable îlot de fraîcheur et tempérer les températures lors des saisons estivales. Cet espace accueillera également des cheminements pour les modes actifs, incitant ainsi à réduire l'usage de la voiture, notamment pour se rendre au centre-bourg ou au groupe scolaire.
Le paysage et le patrimoine	La création d'un front bâti permettant d'insérer les nouvelles constructions dans le tissu ancien du bourg ainsi que la préservation du puits traditionnel en pierre permettent de limiter les impacts paysagers de l'aménagement de la zone et de préserver l'élément patrimonial.	La création d'une zone de transition végétale sur tout le périmètre de la parcelle permettra de ménager un espace de transition entre l'espace urbain et l'espace agricole. La continuité de cet espace de transition avec l'aménagement du parvis de la Chapelle permettra de créer une continuité d'espaces publics qualitatif.	Cet espace vert va contribuer à la qualité du cadre de vie du centre-bourg en proposant un équipement de loisirs, de détente pour les résidents du centre-bourg.
L'agriculture	Cette parcelle est une friche non cultivée (dent creuse du tissu urbain constitué). Son urbanisation n'aura pas d'incidence sur l'activité agricole.	L'urbanisation de ce secteur va avoir un impact sur l'activité agricole lié à la destruction de 3000 m ² de surface en vigne en AOP « Côtes du Rhône ».	L'impact sur la zone agricole sera limité dans la mesure où cette parcelle est en friche depuis de nombreuses années, notamment en raison de son accessibilité difficile et de sa topographie.

Les risques et les nuisances	<p>L'urbanisation de ce secteur ne va pas avoir d'impact particulier sur les risques et nuisances.</p>	<p>La constructibilité des parcelles situées aux abords de l'école (établissement recevant des personnes sensibles) permet de limiter l'exposition des enfants aux produits phytosanitaires utilisés sur les parcelles viticoles. L'impact est donc positif.</p>	<p>Cette parcelle sera maintenue en totalité en pleine terre et contribuera à infiltrer les eaux de ruissellement.</p>
-------------------------------------	--	--	--

EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

La commune est concernée par le site Natura 2000 - Zone Spéciale de Conservation « l'Ouvèze et le Toulourenc », au Sud de la commune au droit de l'Ouvèze ses abords.

Les quatre habitats principaux en termes de recouvrement sont les suivants :

92A0 - Forêts galeries à *Salix alba* et *Populus alba* 31.2%

Habitat typique des ripisylves du bassin méditerranéen dominé par le Saule blanc (*Salix alba*) et le Peuplier blanc (*Populus alba*), mais aussi le Peuplier noir, les Aulnes glutineux et blanc et le Frêne à feuilles étroites. Ces forêts qui occupent le lit majeur des cours d'eau ont un rôle fonctionnel particulier de corridor écologique et d'abri pour la faune. L'état de conservation est bon.

9340 - Forêt à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia* 5%

Habitat forestier bas constitué de chênes verts (*Quercus ilex*), se développe sur des substrats calcaires à sol squelettique voire maigre. La strate arbustive est souvent très dense et composée de filaire à feuilles étroites, pistachier et nerprun alaterne ; la strate herbacée est assez pauvre. L'état de conservation est bon.

6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*) 2.8%

Habitat à biomasse assez importante qui reste engorgé une bonne partie de l'année. Il abrite des populations d'insecte remarquables et se compose de fétuque des prés, centaurée jacée, carotte sauvage. Son état de conservation est bon.

5210 - Matorrals arborescents à *Juniperus spp* 1%

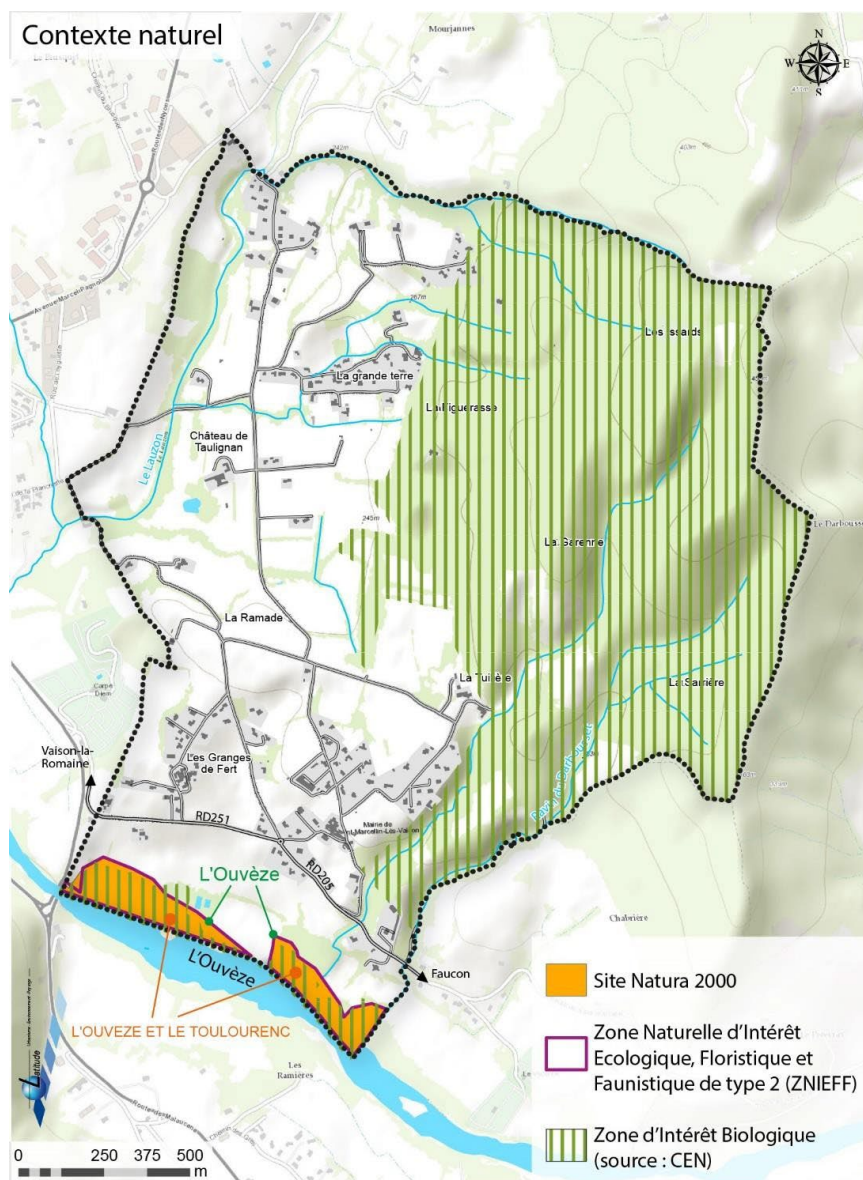
Habitat arbustif à genévriers qui se développe en mosaïque avec les milieux forestiers sur des substrats calcaires aux expositions ensoleillées. Il peut contenir des espèces floristiques patrimoniales, ainsi que des cortèges d'insectes variés. L'état de conservation est bon.

Le périmètre de la zone Natura 2000 sur la commune est protégé par :

- Un zonage N interdisant toute nouvelle construction dans ce secteur (hors gestion des habitations existantes : aucune habitation existante en zone Natura 2000).
- La présence d'un PPRI (zone rouge) totalement inconstructible.
- La présence d'un zonage « zone humide » dans le PLU permettant de préserver la fonctionnalité écologique de ces milieux.

D'autre part, des investigations de terrain ont été réalisées dans le cadre de la présente évaluation environnementale révélant qu'aucun habitat inscrit au Formulaire Standard des Données du site Natura 2000 n'est présent sur les secteurs de développement. Ces secteurs sont en effet des espaces cultivés en vigne présentant des enjeux écologiques limités.

Le PLU n'a pas d'incidences majeures sur le site Natura 200 au droit de l'Ouvèze.



CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES

RETENUS POUR L'ANALYSE DES RESULTATS

DE L'APPLICATION DU PLAN

La mise en place d'indicateurs environnementaux sera basée sur le modèle de l'OCDE : Pression - Etat - Réponse (PER), illustré par le schéma ci-après.

Ainsi, les trois catégories d'indicateurs permettent de prendre en compte et de « mesurer » :

- Les pressions engendrées par les activités humaines : évolution de la surface des zones naturelles en fonction des pressions exercées (urbanisme...),
- L'état dans lequel se trouve l'environnement : nombre d'espèces patrimoniales, rares ou menacées
- Les réponses (mesures) mises en place par la collectivité pour compenser les incidences consécutives aux pressions : niveau de prise en compte des zones naturelles et agricoles, mesures de protection, de gestion, ...

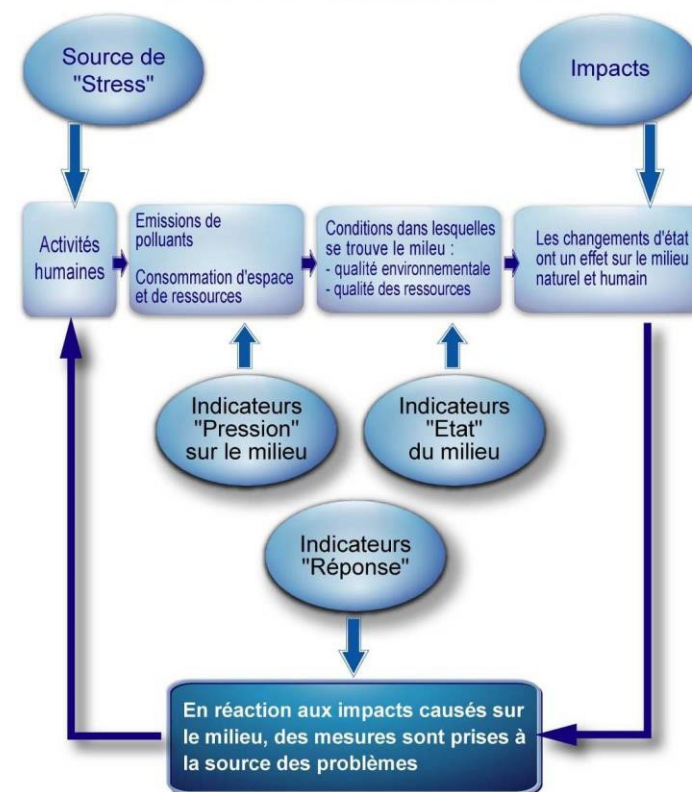
Ce modèle est mis en place actuellement en Rhône-Alpes, notamment dans le cadre de l'évaluation des Contrats de Rivières et des SAGE.

En ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre du PLU, il conviendra dans un premier temps de prévoir la mise en place d'un dispositif de suivi (définition d'un comité d'évaluation et de suivi), soit directement par les services techniques de la commune, soit par un prestataire extérieur.

Ensuite, il conviendra de mettre en place un suivi adapté à chaque thématique.

Il convient de choisir des indicateurs faciles à prendre en compte et en proportion des enjeux afin de ne pas compliquer la démarche inutilement.

Schéma du modèle
Pression / Etat / Réponse (UNESCO 1997)



Ainsi, des indicateurs sont proposés ci-dessous en fonction de thématiques environnementales :

Indicateur	Variable	Type d'indicateur (Pression - Etat – Réponse)	Source	Etat 0	Fréquence de suivi
Affirmer des limites d'urbanisation claires et lisibles	Surface artificialisée sur la commune	Etat	Photo-interprétation ou carte d'occupation des sols préexistante	Environ 40 ha	3 ans
Préserver les qualités environnementales de la commune	Surface de zones humides	Etat	Inventaires départementaux	Environ 16 ha protégés dans le cadre du PLU	3 ans
	Surface de boisements sur la commune	Etat	Photo-interprétation ou carte d'occupation des sols préexistante	Environ 440 ha	3 ans
Travailler en priorité sur lerenouvellement urbain	Nombre de permis de construire et de requalification à l'intérieur de la tâche urbaine (zone U)	Réponse	Service urbanisme de la collectivité - 2024	2	1 an
Diversifier l'offre de logements	Nombre d'habitants	Pression	INSEE 2021	332 habitants	3/5 ans (selon données INSEE)
	Nombre de logements construits	Réponse	Service urbanisme de la collectivité	16 logements entre 2017 et 2024	1 an
	Taux de logements sociaux	Réponse	INSEE 2021	0	1 an
	Taux de logements vacants	Etat	INSEE 2021	10 logements vacants	1 an
Favoriser la création d'emploi	Superficie en surfaces commerciales	Etat	Service urbanisme de la collectivité	Aucun commerce sur la commune	3 ans
	Nombre de commerces	Réponse	INSEE 2021	Aucun commerce sur la commune	3 ans
Protéger l'activité agricole	Nombre d'exploitations agricoles sur la commune	Etat	RGA	8 exploitations agricoles en 2020	5 ans
	Surface agricole de la commune	Etat	DDT	SAU de 116 ha	5 ans
Améliorer la prévention des risques et des nuisances	Population impactée par le PPRI	Etat	DDT	-	
	Evolution de la production de déchets générés (en kg/habitant)	Pression	Rapport d'activité 2022	345 kg/an/habitant sur le territoire intercommunal	1 an
	Quantité d'eau potable consommée par abonné (193 abonnés pour 332 habitants)	Pression	Rapport d'activité	116 m ³ /abonné/an en 2023	1 an
	Capacité résiduelle du système d'épuration en nombre d'équivalent habitant	Réponse	Rapport d'activité	200 EH maximum en 2024 (pour 350 EH disponibles)	1 an

